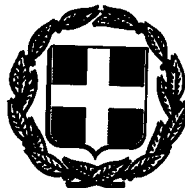


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ — Αρ. Φύλλου **128**

2 Αυγούστου 1993

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΠΡΟΕΔΡΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 288

Ίδρυση Παραρτήματος του Πολεμικού Μουσείου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Έχοντας υπόψη:

α. Το άρθρο 1 παρ. 2 του Ν.Δ. 132/69 «Περί ιδρύσεως Πολεμικού Μουσείου» (ΦΕΚ Α' 35/69).

β. Την υπ' αριθμ. Πρωτ. Υ 1944/9.12.92 Κοινή Απόφαση Πρωθυπουργού και Υπουργού Εθνικής Αμύνης «Ανάθεση αρμοδιοτήτων στους Υφυπουργούς Εθνικής Αμύνης Ιωάννη Σταθόπουλο και Σπήλιο Σπηλιωτόπουλο» (ΦΕΚ Β' 727/92).

γ. Την από 30 Νοεμβρίου 1992 Πρόταση του Διοικητικού Συμβουλίου του Πολεμικού Μουσείου.

δ. Το άρθρο 29 Α του Ν. 1558/85 «Κυβέρνηση και κυβερνητικά όργανα» (ΦΕΚ Α 137/85), που προσετέθη με το άρθρο 27 του Ν. 2081/92 (ΦΕΚ Α 154/92).

ε. Το γεγονός ότι από τις διατάξεις του παρόντος προκαλείται εις βάρος του προερχομένου από την κρατική επιχορήγηση Κεφαλαίου του προϋπολογισμού του Πολεμικού Μουσείου δαπάνη ύψους 350.000.000 δρχ., η οποία αναλύεται ως ακολούθως: 150.000.000 δρχ. για το 1994, 100.000.000 δρχ. για το 1995 και 100.000.000 δρχ. για το 1996.

στ. Την υπ' αριθ. 359/1993 Γνωμοδότηση του Συμβουλίου της Επικρατείας, μετά από πρόταση του Υφυπουργού Εθνικής Αμύνης Ιωάννη Σταθόπουλου, αποφασίζουμε:

Άρθρο Μόνο

Ιδρύεται Παράρτημα του Πολεμικού Μουσείου με έδρα τη Θεσσαλονίκη.

Στον Υφυπουργό Εθνικής Αμύνης Ιωάννη Σταθόπουλο αναθέτουμε τη δημοσίευση και εκτέλεση του παρόντος Διατάγματος.

Μύκονος, 19 Ιουλίου 1993

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΤΑΘΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Αριθ. Φ.3141/ΑΣ 512 (2)

Δημοσίευση Απόφασης 841 (1993) του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Έχοντας υπόψη:

Τη διάταξη 3 του άρθρου 1 του Α.Ν. 92 της 3/10.8.1967 «περί εφαρμογής αποφάσεων του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμ. Εθνών και περί εγκρίσεως και

εφαρμογής συστάσεων του Συμβουλίου Ασφαλείας και της Γενικής Συνελεύσεως» (ΦΕΚ Α' 139).

Προβαίνουμε στη δημοσίευση της Απόφασης 841 (1993) του Συμβουλίου Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών η οποία είναι, δυνάμει του άρθρου 25 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών που κυρώθηκε με τον Α.Ν. 585/1945, υποχρεωτική για τα Κράτη - Μέλη του Οργανισμού, και παραγγέλλουμε την αυστηρή τήρηση και συμμόρφωση προς τις διατάξεις της απόφασης αυτής.

Κατωτέρω παρατίθεται το κείμενο της απόφασης στην γαλλική γλώσσα και σε ελληνική μετάφραση.

RESOLUTION 841 (1993)
Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3238e séance le 16 juin 1993

Le Conseil de sécurité,

Ayant reçu du Représentant permanent d'Haiti une lettre datée du 7 juin 1993 adressée au Président du Conseil (S/25958), où il était demandé que le Conseil rende universel et obligatoire l'embargo commercial recommandé à l'encontre d'Haiti par l'Organisation des Etats Américains,

Ayant entendu également un rapport présenté le 10 juin 1993 par le Secrétaire général sur la crise en Haiti,

Notant les résolutions MRE/RES.1/91, MRE/RES.2/91. MRE/RES.3/92, MRE/RES.4/92 adoptées par les ministres des relations extérieures des pays membres de l'Organisation des Etats américains, la résolution CP/RES. 594 (923/92) et les déclarations CP/Dec. 8 (927/93), CP/Dec.9 (931/93) et CP/Dec. 10 (934/93) adoptées par le Conseil permanent de l' Organisation des Etats américains,

Notant en particulier la résolution MRE/RES.5/93, adoptée par les ministres des relations extérieures des pays membres de l' Organisation des Etats américains à Managua (Nicaragua) le 6 Juin 1993,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 46/7 du 11 octobre 1991, 46/138 du 17 décembre 1992, 47/20 A du 24 novembre 1992, 47/143 du 18 décembre 1992 et 47/20 B du 23 avril 1993,

Appuyant vigoureusement l'esprit d'initiative dont continuent de faire preuve le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains ainsi qui les efforts déployés par la communauté internationale pour parvenir à une solution politique de la crise en Haiti,

Louant les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour Haiti des Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains, M. Dante Caputo, pour établir un dialogue politique avec les parties haitiennes en vue de résoudre la crise en Haiti,

Constatant qu'il est urgent de parvenir à une solution rapide, globale et pacifique de la crise en Haiti conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et au droit international,

Rappelant en outre la déclaration en date du 26 février 1993 (S/25344), dans laquelle le Conseil de sécurité notait avec préoccupation l'incidence des crises humanitaires, y compris des déplacements massifs de population, qui constituent des menaces à la paix et à la sécurité internationales ou aggravent les menaces existantes,

Déplorant que, malgré les efforts de la communauté internationale, le gouvernement légitime du Président Jean-Bertrand Aristide n'ait pas été rétabli,

Préoccupé par le fait que la persistance de cette situation contribue à entretenir un climat de peur de la persécution et de désorganisation économique, lequel pourrait accroitre le nombre de Haitiens cherchant refuge dans des Etats Membres voisins, et convaincu que cette situation doit être inversée pour qu'elle n'ait pas d'effets nocifs dans la région,

Rappelant à cet égard les dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies et soulignant la nécessité d'une coopération efficace entre les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies,

Considérant que la demande susmentionnée du Représentant permanent d'Haiti, formulée dans le contexte des mesures connexes précédemment prises par l'Organisation des Etats américains et par l'Assemblée générale des Nations Unies, définit une situation unique et exceptionnelle qui justifie l'adoption de mesures extraordinaires par le Conseil de sécurité à l'appui des efforts entrepris dans le cadre de l'Organisation des Etats américains, et,

Constatant que, dans ces conditions uniques et exceptionnelles, la persistance de cette situation menace la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en conséquence en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Affirme que la solution de la crise en Haiti devrait tenir compte des résolutions susmentionnées de l'Organisation des Etats américains et de l'Assemblée générale des Nations Unies,

2. Se félicite que l'Assemblée générale ait prié le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour aider, en coopération avec l'Organisation des Etats américains, à résoudre la crise en Haiti;

3. Décide que les dispositions énoncées aux paragraphes 5 à 14 ci-après, qui sont compatibles avec l'embargo commercial recommandé par l' Organisation des Etats américains, entreront en vigueur à 0 h 1 (heure de New York) le 23 juin 1993, à moins que le Secrétaire général, eu égard aux vues du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, ne lui ait fait savoir que, compte tenu des résultats des négociations, l'imposition de ces mesures ne se justifie pas à ce moment précis;

4. Décide que si à tout moment après la présentation du rapport susmentionné du Secrétaire général, ce dernier, eu égard aux vues du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, annonce au Conseil que les autorités de facto en Haiti n' ont pas appliqué de bonne foi les engagements pris lors des négociations susmentionnées, les dispositions énoncées aux paragraphes 5 à 14 ci-après entreront en vigueur immédiatement;

Décide que tous les Etats empêcheront la vente ou la fourniture par leurs nationaux ou depuis leur territoire, ou par l'intermédiaire de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, de pétrole, de produits pétroliers, d'armements et de matériel connexe de tous types, y compris d'armes et de munitions, de véhicules et d'équipements militaires, d'équipements de police et de piéces détachées y afférentes, que ceux-ci proviennent ou non de leur territoire, à toute personne physique ou morale aux fins de toute activité commerciale menée sur ou depuis le territoire d'Haiti, ainsi que toutes activités menées par leurs nationaux ou sur leur territoire qui auraient pour effet ou pour objet de favoriser la vente ou la fourniture de telles marchandises;

6. Décide d'interdire l'entrée dans la mer territoriale ou sur

le territoire d'Haiti à tout moyen de transport acheminant du pétrole, des produits pétroliers ou des armements et du matériel connexe de tous types, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires ou de police et des pièces détachées y afférentes, en violation du paragraphe 5 ci-dessus;

7. Décide que le Comité créé en vertu du paragraphe 10 ci-dessous pourra autoriser exceptionnellement, au cas par cas, selon une procédure d'approbation tacite, l'importation en quantité non commerciale et sous forme de barils ou de bouteilles seulement, de pétrole, de produits pétroliers, notamment de propane à usage ménager, pour des besoins humanitaires essentiels avérés, sous réserve d'arrangements acceptables pour la surveillance effective de leur livraison et de leur utilisation;

8. Décide que les Etats ou se trouvent des fonds, y compris tous fonds provenant de biens, a) appartenant au Gouvernement haitien ou aux autorités de facto en Haiti ou b) contrôlés directement ou indirectement par lesdits gouvernement ou authorités, ou encore par des entités, ou qu'elles se trouvent ou opèrent, relevant desdits gouvernement ou autorités ou contrôlés par eux, devront exiger de toutes personnes et entités se trouvant sur leur territoire qui détiendraient de tels fonds qu'elles gèlent lesdits fonds de sorte qu'ils ne puissent, directement ou indirectement, être mis à la disposition des autorités de facto en Haiti, ou utilisés à leur profit;

9. Demande à tous les Etats et à toutes les organisations internationales de se conformer strictement aux dispositions de la présente résolution, nonobstant l'existence de tous droits conférés ou de toutes obligations imposées par quelque accord international, contrat, licence ou autorisation que ce soit antérieurs au 23 juin 1993;

10. Décide de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un Comité du Conseil de sécurité composé de tous les membres du Conseil, qui sera chargé d'accomplir les tâches énumérées ci-après et de présenter au Conseil un rapport sur ses travaux contenant ses observations et recommandations;

a) Examiner les rapports soumis conformément au paragraphe 13 ci-dessous;

b) Demander à tous les Etats de lui communiquer de nouveaux renseignements sur les mesures qu'ils ont prises concernant l'application effective de la présente résolution;

c) Examiner toute information portée à son attention par des Etats au sujet de violations des mesures imposées dans la présente résolution et recommander les dispositions appropriées à prendre en pareil cas;

d) Examiner les demandes d'autorisation des importations de pétrole et de produits pétroliers nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires essentiels conformément au paragraphe 7 ci-dessus, et prendre une prompte décision à leur sujet;

e) Soumettre au Conseil de sécurité des rapports périodiques sur les renseignements qui lui sont communiqués concernant des violations présumées de la présente résolution, en identifiant chaque fois que possible les personnes ou les entités, y compris les navires, qui seraient coupables de telles violations;

f) Promulguer des directives pour faciliter l'application de la présente résolution;

11. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Comité créé en vertu du paragraphe 10 dans l'exécution de ses tâches, notamment en lui communiquant les informations qu'il pourrait leur demander en application de la présente résolution;

12. Demande aux Etats d'entamer des poursuites contre les personnes et les entités qui violent les dispositions de la présente résolution et de prendre les sanctions appropriées;

13. Prie tous les Etats de faire rapport au Secrétaire général d'ici au 16 juillet 1993 sur les mesures qu'ils ont prises pour s'acquitter des obligations énoncées aux paragraphes 5 à 9 ci-dessus;

14. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Comité créé au paragraphe 10 et de prendre les dispositions voulues au Secrétariat à cet effet;

15. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport le 15 juillet 1993 au plus tard, ou avant cette date s'il le juge approprié, sur les progrès réalisés dans les efforts qu'il déploie conjointement avec le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains pour parvenir à une solution politique de la crise en Haiti;

16. Se déclare prêt à examiner toutes les mesures énoncées dans la présente résolution en vue de les rapporter si, une fois entrées en vigueur les dispositions énoncées aux paragraphes 5 à 14, le Secrétaire général, eu égard aux vues du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, lui fait savoir que les autorités de facto en Haiti ont signé et commencé à appliquer de bonne foi un accord visant à rétablir le gouvernement légitime du Président Jean-Bertrand Aristide;

17. Décide de rester saisi de la question.

ΕΠΙΣΗΜΗ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ - TRADUCTION OFFICIELLE - OFFICIAL TRANSLATION

ΑΠΟΦΑΣΗ 841 (1993)

ΥΙΟΘΕΤΗΘΕΙΣΑ ΑΠΟ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΑΣΦΑΛΕΙΑΣ ΣΤΗΝ 3238η ΣΥΝΕΔΡΙΑΣΗ ΤΗΣ ΣΤΙΣ 16 ΙΟΥΝΙΟΥ 1993

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΑΣΦΑΛΕΙΑΣ

Αφού έλαβε επιστολή του μονίμου αντιπροσώπου της Αϊτής, με ημερομηνία 7 Ιουνίου 1993 απευθυνόμενη προς τον Πρόεδρο του Συμβουλίου (S/25958) δια της οποίας αιτείται όπως το συμβούλιο καταστήσει παγκόσμιο και υποχρεωτικό τον εισηγηθέντα από τον Οργανισμό Αμερικανικών Κρατών κατά της Αϊτή, εμπορικό αποκλεισμό,

Αφού άκουσε επίσης έκθεση αναφορικά με την κρίση στην Αϊτή, την οποία παρουσίασε στις 10 Ιουνίου 1993 ο Γενικός Γραμματέας,

Αφού έλαβε υπ' όψη τις αποφάσεις MRE/RES.1/91, MRE/RES.2/91, MRE/RES. 3/92, MER/RES. 4/92 υιοθετηθείσες από τους Υπουργούς Εξωτερικών σχέσεων των χωρών μελών του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών, την απόφαση CP/RES. 594 (923/92) και τις διακηρύξεις CP/Dec. 8 (927/93), CP/Dec. 9 (931/93) και CP/Dec. 10 (934/93), υιοθετηθείσες από το μόνιμο συμβούλιο του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών.

Αφού έλαβε ιδιαιτέρως υπόψιν την απόφαση MRE/RES. 5/93, υιοθετηθείσα από τους Υπουργούς Εξωτερικών σχέσεων των χωρών μελών του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών στην Μανάγκουα (Νικαράγουα), με ημερομηνία 6 Ιουνίου 1993,

Υπενθυμίζοντας τις αποφάσεις της Γενικής Συνέλευσης 46/7 της 11 Οκτωβρίου 1991, 46/138 της 17 Δεκεμβρίου 1992, 47/20 Α της 24 Νοεμβρίου 1992, 47/143 της 18 Δεκεμβρίου 1992 και 47/20 Β της 23 Απριλίου 1993,

Υποστηρίζοντας έντονα το πνεύμα πρωτοβουλίας το οποίο εξακολουθούν να επιδεικνύουν ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών καθώς επίσης τις προσπάθειες οι οποίες ανελήφθησαν από την διεθνή κοινότητα προκειμένου να επιτευχθεί πολιτική λύση της κρίσης στην Αϊτή.

Επαινώντας τις προσπάθειες στις οποίες προέβη ο Ειδικός Απεσταλμένος των Γενικών Γραμματέων του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και του Οργανισμού Αμερικάνικων Κρατών για την Αϊτή κύριος DANTE CAPUTO, προκειμένου να επιτευχθεί πολιτικός διάλογος μεταξύ των μερών της Αϊτής με σκοπό την εξεύρεση λύσης της κρίσης στην Αϊτή.

Διαπιστώνοντας ότι είναι επείγον να επιτευχθεί η εξεύρεση γρήγορης ειρηνικής και συνολικής λύσης τηξ κρίσης στην Αϊτή, σύμφωνα με τις διατάξεις του χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και το Διεθνές Δίκαιο.

Υπενθυμίζοντας επίσης την διακήρυξη με ημερομηνία 26 Φεβρουαρίου 1993 (S/25344), στην οποία το Συμβούλιο Ασφαλείας σημειώνει μετά μεγίστης ανησυχίας την επίπτωση των κρίσεων της ανθρωπότητας, συμπεριλαμβανομένων των μαζικών μετακινήσεων πληθυσμού, οι οποίες συνιστούν απειλές κατά της διεθνούς ειρήνης και ασφάλειας ή επιδεινώνουν τις ήδη υπάρχουσες απειλές.

Εκφράζοντας την λύπη του διότι παρά τις προσπάθειες της διεθνούς κοινότητας η νόμιμη κυβέρνηση του Προέδρου Jean - Bertran Aristide δεν απεκατεστάθη.

Ανησυχώντας για το γεγονός ότι η εμμονή αυτής της κατάστασης συντελεί στο να διατηρείται ένα κλίμα φόβου διωγμών και οικονομικής αποδιοργάνωσης, το οποίο θα μπορούσε να αυξήσει τον αριθμό των Αϊτινών οι οποίοι αναζητούν καταφύγιο στα γειτονικά κράτη μέλη και έχοντας πεισθεί ότι αυτή η κατάσταση θα πρέπει να ανατραπεί ώστε να μην επιφέρει βλαβερά αποτελέσματα στην περιοχή.

Υπενθυμίζοντας σχετικά τις διατάξεις του κεφαλαίου VIII του χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και υπογραμμίζοντας την αναγκαιότητα αποτελεσματικής συνεργασίας μεταξύ των περιφερειακών οργανισμών και του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Εκτιμώντας ότι το ως άνω αναφερθέν αίτημα του μόνιμου αντιπροσώπου της Αϊτή διατυπωθέν εντός του πλαισίου των συναφών μέτρων τα οποία έχουν προηγουμένως ληφθεί από τον Οργανισμό Αμερικανικών Κρατών και από την Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών, περιγράφει μια μοναδική και εξαιρετική κατάσταση η οποία δικαιολογεί την λήψη εκτάκτων μέτρων από το Συμβούλιο Ασφαλείας προς υποστήριξη των προσπαθειών οι οποίες έχουν αναληφθεί στα πλαίσια του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών και

Διαπιστώνοντας ότι υπό μοναδικές και εξαιρετικές συνθήκες, η συνέχιση της κατάστασης αυτής απειλεί την διεθνή ειρήνη και ασφάλεια της περιοχής.

Ενεργώντας συνεπώς δυνάμει του κεφαλαίου VII του χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

1. Βεβαιώνει ότι για την επίλυση της κρίσης στην Αϊτή θα πρέπει να ληφθούν υπ' όψιν οι ως άνω αναφερθείσες αποφάσεις του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών και της Γενικής Συνέλευσης των Ηνωμένων Εθνών.

2. Επαινώντας το γεγονός ότι η Γενική Συνέλευση παρεκάλεσε τον Γενικό Γραμματέα να λάβει τα αναγκαία μέτρα για να βοηθήσει στην επίλυση της κρίσης στην Αϊτή, σε συνεργασία με τον Οργανισμό Αμερικανικών Κρατών.

3. Αποφασίζει όπως οι διατάξεις οι οποίες αναφέρονται στις κάτωθι παραγράφους από 5 έως 14 και οι οποίες συμβαδίζουν προς τον εισηγηθέντα εμπορικό αποκλεισμό από τον Οργανισμό Αμερικανικών Κρατών, θα αρχίσουν να ισχύουν από τις 00.01 η ώρα (ώρα Νέας Υόρκης) της 23ης Ιουνίου 1993, εκτός εάν ο Γενικός Γραμματέας, λαμβάνοντας υπ' όψιν τις εκτιμήσεις του Γενικού Γραμματέως του Οργανισμού Αμερικάνικων Κρατών, κρίνει ότι δεδομένων των αποτελεσμάτων των διαπραγματεύσεων, η επιβολή αυτών των μέτρων δεν δικαιολογείται αυτή την συγκεκριμένη στιγμή.

4. Αποφασίζει ότι εάν ανά πάσα στιγμή μετά την παρουσίαση της ως άνω αναφερόμενης έκθεσης του Γενικού Γραμματέως, ο τελευταίος, λαμβάνοντας υπ' όψη τις απόψεις του Γενικού Γραμματέως του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών, αναγγείλει στο Συμβούλιο ότι οι ντε φάκτο αρχές στην Αϊτή δεν εφήρμοσαν καλή τη πίστει τις δεσμεύσεις τις οποίες ανέλαβαν κατά τις προαναφερθείσες διαπραγματεύσεις, οι αναφερόμενες στις κάτωθι παραγράφους από 5 έως 14 διατάξεις θα τεθούν αμέσως εν ισχύι.

5. Αποφασίζει ότι όλα τα κράτη θα εμποδίσουν την πώληση ή την προμήθεια, εκ μέρους των υπηκόων τους ή από το έδαφός τους είτε δια των πλοίων ή αεροσκαφών που φέρουν την σημαία τους, πετρελαίου, πετρελαιοειδών, εξοπλισμού και συναφούς υλικού παντός τύπου, συμπεριλαμβανομένων όπλων και πολεμοφοδίων, οχημάτων - στρατιωτικού και αστυνομικού εξοπλισμού και σχετικών ανταλλακτικών είτε αυτά προέρχονται από την χώρα τους είτε όχι, σε κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο που σκοπεύει εις πάσα εμπορική δραστηριότητα η οποία διεξάγεται επί ή από του εδάφους της Αϊτής, καθώς και πάσα δραστηριότητα η οποία διεξάγεται από τους υπηκόους τους ή εντός του εδάφους τους και η οποία θα είχε ως αποτέλεσμα ή σκοπό την προώθηση της πώλησης ή της προμήθειας τέτοιων εμπορευμάτων.

6. Αποφασίζει να απαγορεύσει την είσοδο εντός των χωρικών υδάτων ή επί του εδάφους της Αϊτής, παντός μεταφορικού μέσου για την αποστολή πετρελαίου, πετρελαιοειδών ή εξοπλισμού και συναφούς υλικού παντός τύπου, συμπεριλαμβανομένων όπλων και πολεμοφοδίων, οχημάτων, στρατιωτικού και αστυνομικού εξοπλισμού και συναφών ανταλλακτικών, κατά παράβαση της ως άνω αναφερθείσας παραγράφου 5.

7. Αποφασίζει ότι η επιτροπή η συσταθείσα δυνάμει της κάτωθι αναφερομένης παραγράφου 10 θα δύναται να επιτρέψει κατ' εξαίρεση, αναλόγως της περίπτωσης, βάσει μιας διαδικασίας σιωπηρής έγκρισης, την εισαγωγή εις ποσότητα μη δυνάμενη να καταστεί εμπορεύσιμος και μόνο σε συσκευασία βαρελιών ή φιαλών πετρελαίου, πετρελαιοειδών, ειδικά προπανίου για οικιακή χρήση, για αποδεδειγμένες βασικές ανθρωπιστικές ανάγκες, και υπό την προϋπόθεση αποδεκτών διευθετήσεων για την αποτελεσματική εποπτεία της παράδοσης και της χρήσης των.

8. Αποφασίζει ότι όλα τα κράτη όπου ευρίσκονται κεφά-

λαια συμπεριλαμβανομένων κεφαλαίων προερχομένων εκ περιουσιακών στοιχείων

Α) Τα οποία ανήκουν στην Κυβέρνηση της Αϊτή ή στις ντε φάκτο αρχές στην Αϊτή

Β) Τα οποία ελέγχονται άμεσα ή έμμεσα από την εν λόγω Κυβέρνηση ή τις προαναφερθείσες αρχές ή ακόμη και από νομικά πρόσωπα, όπου και να ευρίσκονται ή να λειτουργούν εξαρτώμενα από την εν λόγω Κυβέρνηση ή τις προαναφερθείσες αρχές ή ελεγχόμενα από αυτές, θα πρέπει να απαιτήσουν από παντός φυσικού ή νομικού προσώπου ευρισκομένου εντός του εδάφους τους και που κατέχουν τέτοια κεφάλαια, όπως παγώσουν τα εν λόγω κεφάλαια εις τρόπον ώστε να μη δύνανται αμέσως ή εμμέσως να τεθούν στην διάθεση των ντε φάκτο αρχών της Αϊτή ή να χρησιμοποιηθούν προς όφελός τους.

9. Αιτείται προς όλα τα κράτη και προς όλους τους διεθνείς οργανισμούς όπως συμμορφωθούν αυστηρώς προς τις διατάξεις της παρούσας απόφασης, παρά την ύπαρξη παντός σχετικού δικαιώματος ή υποχρέωσης / δέσμευσης επιβαλλομένων από διεθνή συμφωνία, συμβόλαιο, άδεια ή εξουσιοδότηση ακόμη και αν προϋπήρχε της 23 Ιουνίου 1993.

10. Αποφασίζει να συστήσει, συμφώνως προς το άρθρο 28 του προσωρινού εξωτερικού κανονισμού του, Επιτροπή του Συμβουλίου Ασφαλείας η οποία θα αποτελείται από το σύνολο των μελών του Συμβουλίου και η οποία θα αναλάβει να φέρει εις πέρας τα κάτωθι απαριθμούμενα καθήκοντα και να παρουσιάσει στο Συμβούλιο μια έκθεση επί των εργασιών της και η οποία θα περιλαμβάνει τις παρατηρήσεις της και τις υποδείξεις της:

Α) Να εξετάσει τις, συμφώνως προς την κάτωθι αναφερομένη παράγραφο 13, υποβληθείσες εκθέσεις,

Β) Να αιτηθεί προς όλα τα κράτη να της κοινοποιήσουν νέες πληροφορίες αναφορικά με τα μέτρα τα οποία έλαβαν και τα οποία αφορούν την αποτελεσματική εφαρμογή της παρούσας απόφασης.

Γ) Να εξετάσει πάσα πληροφορία η οποία της τίθεται υπ' όψιν από τα κράτη σχετικά με την παραβίαση των μέτρων τα οποία επιβάλλονται δια της παρούσας απόφασης και να υποδείξει τις κατάλληλες προς λήψη αποφάσεις σε παρόμοια περίπτωση.

Δ) Να εξετάσει τις αιτήσεις αδειών εισαγωγής πετρελαίου και αναγκαίων πετρελαιοειδών για την κάλυψη των βασικών ανθρωπιστικών αναγκών συμφώνως προς την ως άνω αναφερθείσα παράγραφο 7 και να λάβει άμεση απόφαση για το θέμα τους.

Ε) Να υποβάλλει ενώπιον του Συμβουλίου Ασφαλείας περιοδικές εκθέσεις αναφορικά με τις πληροφορίες οι οποίες της γνωστοποιούνται και οι οποίες αφορούν τις πιθανές παραβιάσεις της παρούσας απόφασης, εξακριβώνοντας κάθε φορά που είναι δυνατόν τα στοιχεία των φυσικών ή νομικών προσώπων συμπεριλαμβανομένων των πλοίων τα οποία θα μπορούσαν να ευθύνονται για τέτοιες παραβιάσεις.

ΣΤ) Να δημοσιεύει οδηγίες προκειμένου να διευκολύνει την εφαρμογή της παρούσας απόφασης.

11. Αιτείται προς όλα τα κράτη να συνεργασθούν πλήρως με την επιτροπή η οποία θα συστήνεται δυνάμει της παραγράφου 10 σε ότι αφορά την εκτέλεση των καθηκόντων της, ιδιαιτέρως γνωστοποιώντας της τις πληροφορίες τις οποίες θα ήτο δυνατόν να τους ζητηθούν σε εφαρμογή της παρούσας απόφασης.

12. Αιτείται προς τα κράτη να προβούν σε διώξεις κατά των προσώπων τα οποία παραβιάζουν τις διατάξεις της παρούσας απόφασης και να επιβάλλουν τις ανάλογες κυρώσεις.

13. Παρακαλεί όλα τα κράτη να υποβάλλουν στον Γενικό Γραμματέα εκθέσεις έως τις 16 Ιουλίου 1993, αναφορικά με τα μέτρα τα οποία έλαβαν για να εκπληρώσουν τις υποχρεώσεις τους και οι οποίες απαρριθμούνται στις ανωτέρω παραγράφους από 5 έως 9.

14. Παρακαλεί τον Γενικό Γραμματέα να παρέχει κάθε αναγκαία βοήθεια στην επιτροπή της συσταθείσα δυνάμει της παραγράφου 10 και να λάβει τα απαιτούμενα από τη Γραμματεία για τον σκοπό αυτό μέτρα.

15. Παρακαλεί τον Γενικό Γραμματέα να υποβάλει έως τις 15 Ιουλίου 1993 το αργότερο και εάν το κρίνει αναγκαίο και δυνατόν πριν από την ημερομηνία αυτή έκθεση αναφορικά με τις επιτελεσθείσες προόδους σχετικά με τις προσπάθειες τις οποίες καταβάλλει από κοινού με τον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών, προκειμένου να φθάσει σε πολιτική επίλυση της κρίσης στην Αϊτή.

16. Δηλώνει ότι είναι έτοιμο να εξετάσει το σύνολο των μέτρων τα οποία απαρριθμούνται στην παρούσα απόφαση, προκειμένου περί κατάργησής τους, εάν αφού ίσχυσαν οι διατάξεις των παραγράφων από 5 έως 14, ο Γενικός Γραμματέας λαμβάνοντας υπ' όψιν τις εκτιμήσεις του Γενικού Γραμματέως του Οργανισμού Αμερικανικών Κρατών, του γνωστοποιήσει ότι οι ντε φάκτο αρχές της Αϊτής υπέγραψαν και άρχισαν να εφαρμόζουν καλή τη πίστει συμφωνία η οποία αφορά την αποκατάσταση της νομίμου κυβερνήσεως του Προέδρου Jean - Bertrand Aristide.

17. Αποφασίζει να εξακολουθεί να επιλαμβάνεται του ζητήματος.

Αθήνα, 19 Ιουλίου 1993

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Μ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

(3)

Πράξη Διοικητή αριθ. 2225/28.6.93
(Άρθρο 1 του Ν. 1266/82)

Καθορισμός του επιτοκίου των προσωρινών καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για υποχρεωτικές τοποθετήσεις σε έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου.

ΤΡΑΠΕΖΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
Ο ΔΙΟΙΚΗΤΗΣ ΤΗΣ ΤΡΑΠΕΖΑΣ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Αφού έλαβε υπόψη:

α) το άρθρο 1 του Ν. 1266/82 «όργανα ασκήσεως της νομισματικής, πιστωτικής και συναλλαγματικής πολιτικής και άλλες διατάξεις»,

β) την ΠΔ/ΤΕ 2212/15.6.93 με την οποία καθορίστηκε το επιτόκιο των παραπάνω καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος σε 18% το έτος,

γ) την 2041348/5279/0023/28.6.93 απόφαση του Υπουργού Οικονομικών με την οποία καθορίστηκαν από 23.6.93 νέα επιτόκια για τα έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου,

δ) ότι το επιτόκιο των προσωρινών καταθέσεων στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για έντοκα γραμ-

μάτια συμπίπτει με το επιτόκιο των εντόκων γραμματίων τρίμηνης διάρκειας, αποφάσισε:

Να καθορίσει από 23.6.93 σε 17,75% το έτος το επιτόκιο των προσωρινών καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για υποχρεωτικές τοποθετήσεις σε έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου.

Από τις διατάξεις της παρούσας Πράξης δεν προκαλείται δαπάνη σε βάρος του κρατικού προϋπολογισμού.

Η Πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Διοικητής
Ε. Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ

(4)

Πράξη Διοικητή 2234/9.7.93
(Άρθρο 1 του Ν. 1266/82)

Καθορισμός του επιτοκίου των προσωρινών καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για υποχρεωτικές τοποθετήσεις σε έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου.

ΤΡΑΠΕΖΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
Ο ΔΙΟΙΚΗΤΗΣ ΤΗΣ ΤΡΑΠΕΖΑΣ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Αφού έλαβε υπόψη:

α) το άρθρο 1 του Ν. 1266/82 «όργανα ασκήσεως της νομισματικής, πιστωτικής και συναλλαγματικής πολιτικής και άλλες διατάξεις»,

β) την ΠΔ/ΤΕ 2225/28.6.93 με την οποία καθορίστηκε το επιτόκιο των παραπάνω καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος σε 17,75% το έτος,

γ) την 2044064/5589/0023/8.7.93 απόφαση του Υπουργού Οικονομικών με την οποία καθορίστηκαν από 12.7.93 νέα επιτόκια για τα έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου,

δ) ότι το επιτόκιο των προσωρινών καταθέσεων στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για έντοκα γραμμάτια συμπίπτει με το επιτόκιο των εντόκων γραμματίων τρίμηνης διάρκειας, αποφάσισε:

Να καθορίσει από 12.7.93 σε 17,50% το έτος το επιτόκιο των προσωρινών καταθέσεων των εμπορικών τραπεζών στην Τράπεζα της Ελλάδος που προορίζονται για υποχρεωτικές τοποθετήσεις σε έντοκα γραμμάτια του Ελληνικού Δημοσίου.

Από τις διατάξεις της παρούσας Πράξης δεν προκαλείται δαπάνη σε βάρος του κρατικού προϋπολογισμού.

Η Πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Διοικητής
Ε. Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ

(5)

Πράξη Διοικητή 2235/19.7.93
(Άρθρο 1 του Ν. 1266/82)

Εφαρμογή από τα πιστωτικά ιδρύματα που λειτουργούν στην Ελλάδα της απόφασης 841/93 του Συμβουλίου Ασφαλείας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών σχετικά με την επιβολή κυρώσεων κατά της Αϊτής.

ΤΡΑΠΕΖΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
Ο ΔΙΟΙΚΗΤΗΣ ΤΗΣ ΤΡΑΠΕΖΑΣ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Αφού έλαβε υπόψη:

α) το άρθρο 1 του Ν. 1266/82 «όργανα ασκήσεως της νομισματικής, πιστωτικής και συναλλαγματικής πολιτικής και άλλες διατάξεις»,

β) την 841/16.6.93 απόφαση του Συμβουλίου Ασφαλείας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών σχετικά με την επιβολή κυρώσεων κατά της Αϊτής, αποφάσισε τα ακόλουθα:

1. Δεν επιτρέπεται στα πιστωτικά ιδρύματα που λειτουργούν στην Ελλάδα να διαθέτουν κεφάλαια και να διενεργούν πληρωμές σε φυσικά και νομικά πρόσωπα στην Ελλάδα ή στο εξωτερικό, οι οποίες αφορούν τις προμήθειες της Αϊτής σε πετρέλαιο και προϊόντα του καθώς και εξοπλισμό και συναφή υλικά παντός τύπου (συμπεριλαμβανομένων όπλων και πολεμοφοδίων, στρατιωτικών οχημάτων και εξοπλισμού, αστυνομικού εξοπλισμού και σχετικών ανταλλακτικών για τα ανωτέρω).

Από την απαγόρευση αυτή εξαιρούνται οι πληρωμές που αφορούν σε εισαγωγές στην Αϊτή πετρελαίου και συναφών προϊόντων για ανθρωπιστικούς σκοπούς και ειδικά του προπανίου για οικιακή χρήση.

2. Εξουσιοδοτείται η καθ' ύλη αρμόδια Διεύθυνση της Τράπεζας της Ελλάδος για την παροχή εγκρίσεων διενέργειας πληρωμών που αφορούν σε εισαγωγές στην Αϊτή πετρελαίου και προϊόντων του για ανθρωπιστικούς σκοπούς, μετά από έλεγχο της αυθεντικότητας των σχετικών συναλλαγών και εφόσον οι εισαγωγές αυτές έχουν επιτραπεί βάσει ειδικής, κατά περίπτωση, αδείας της Επιτροπής που προβλέπεται στην απόφαση 841/93 του Συμβουλίου Ασφαλείας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών (παρ. 10).

3. Δεν επιτρέπεται η χρησιμοποίηση κεφαλαίων που είναι κατατεθειμένα ή θα κατατεθούν σε πιστωτικά ιδρύματα που λειτουργούν στην Ελλάδα εφόσον ανήκουν: α) στην Κυβέρνηση της Αϊτής ή στις ντε φάκτο αρχές στην Αϊτή ή β) ελέγχονται άμεσα ή έμμεσα από την εν λόγω Κυβέρνηση ή τις προαναφερθείσες αρχές ή και από νομικά πρόσωπα όπου και εάν είναι εγκατεστημένα ή λειτουργούν, που εξαρτώνται ή ελέγχονται από τους ανωτέρω.

Η Πράξη αυτή ισχύει από την ημερομηνία κοινοποιήσεώς της.

Από τις διατάξεις της παρούσας Πράξης δεν προκαλείται δαπάνη σε βάρος του κρατικού προϋπολογισμού.

Η Πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Διοικητής
Ε. Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ

(6)

Συμπλήρωση των διατάξεων της ΠΔ/ΤΕ 1969/8.8.91 που αφορούν στην ενημέρωση των συναλλασσομένων με τα πιστωτικά ιδρύματα για το ύψος των επιτοκίων, προμηθειών και των παρεπόμενων εξόδων που καταβάλλουν.

(Συνεδρίαση 524/8.4.93, θέμα 4)

ΤΡΑΠΕΖΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΠΙΣΤΩΤΙΚΩΝ ΘΕΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

α) Τις διατάξεις της παραγράφου 3δ της ΠΔ/ΤΕ 1969/8.8.91, όπως ισχύει,

β) Την Κοινή Υπουργική Απόφαση Φ1-983/21.3.91 που αφορά στην καταναλωτική πίστη, και

γ) Τη σκοπιμότητα πληρέστερης ενημέρωσης των συναλλασσομένων με τα πιστωτικά ιδρύματα ως προς τους όρους υπό τους οποίους τους παρέχονται πιστώσεις για καταναλωτικούς σκοπούς, αποφάσισε:

Να συμπληρώσει τις διατάξεις της παραγράφου 3δ της ΠΔ/ΤΕ 1969/8.8.91 και να καθορίσει τα ακόλουθα:

1. Πέραν των υποχρεώσεων που προκύπτουν από την εφαρμογή της κοινής Υπουργικής Απόφασης Φ1-983/21.3.91 (ΦΕΚ 172Β) για την καταναλωτική πίστη, τα πιστωτικά ιδρύματα τα οποία χορηγούν πιστώσεις για καταναλωτικούς σκοπούς (πιστωτικές κάρτες, προσωπικά δάνεια κ.λπ.) οφείλουν να ενημερώνουν τους πελάτες τους μέσω των μηνιαίων λογαριασμών προκειμένου για τους κατόχους πιστωτικών καρτών και μέσω των περιοδικών λογαριασμών προκειμένου για τις λοιπές περιπτώσεις, με τα εξής πρόσθετα στοιχεία:

α) Το επιτόκιο που εφαρμόσθηκε, το κεφάλαιο επί του οποίου υπολογίσθηκαν τόκοι και το χρονικό διάστημα στο οποίο αφορά ο υπολογισμός.

β) Κάθε άλλη επιβάρυνση, αναλυτικά, από φόρους - τέλη και λοιπά έξοδα και

γ) Κάθε μεταβολή του επιτοκίου κατά το χρονικό διάστημα που μεσολάβησε από τον υπολογισμό των τόκων μέχρι την αποστολή λογαριασμού.

2. Στο συνημμένο στην ΠΔ/ΤΕ 1969/8.8.91 παράρτημα προστίθεται κατηγορία εργασιών υπό στοιχείο «Θ» και τίτλο «καταναλωτική πίστη».

Από τις διατάξεις της παρούσας απόφασης δεν προκαλείται δαπάνη σε βάρος του κρατικού προϋπολογισμού.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Πρόεδρος Τα μέλη Ο Γραμματέας

Ακριβές αντίγραφο
Αθήνα, 20 Ιουλίου 1993
Ο Γραμματέας
Π. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΣΦΑΛΜΑΤΩΝ

(7)

Στο Προεδρικό Διάταγμα 250/1993 αρμοδιότητας Υπουργείου Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων που δημοσιεύθηκε στο ΦΕΚ 110/29.6.1993 (τ.Α') και αφορά Ωρολόγιο και Αναλυτικό πρόγραμμα ημερησίων Τεχνικών - Επαγγελματικών Σχολών, για τις ειδικότητες Κομμωτικής της Δευτεροβάθμιας Εκπαίδευσης επιφέρονται οι πιο κάτω διόρθωσεις:

Στη σελίδα 3630 στήλη α και στοίχο 32ο απο πάνω από τη λανθασμένη λέξη «exercece» στη σωστή «exercices».

Στην ίδια σελίδα στήλη β' και στοίχο 30ο από πάνω από τη λανθασμένη λέξη «icles» στη σωστή «articles».

Στη σελίδα 3631 στήλη α και στοίχο 9ο από κάτω από τη λανθασμένη λέξη «Κυκλοφοριακός» στη σωστή «Κυκλοφορικός».

Στη σελίδα 3632 στήλη α και στοίχο 2ο απο κάτω από τη λανθασμένη λέξη «orilles» στη σωστή «oreilles».

Στη σελίδα 3634 στήλη β και στοίχο 23ο από κάτω από τη λανθασμένη λέξη «prenoir» στη σωστή «revoir».

(Από το Εθνικό Τυπογραφείο)

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας : 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR
FAX : 5234312

Οι υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.00'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Σολωμού 51 τηλ. 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 100. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 150, από 17 έως 24 δρχ. 200

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 50 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Η ετήσια συνδρομή είναι:

	Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531	Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512 — Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ. 15.000	Δρχ. 750
β) » » » Β'	» 30.000	» 1.500
γ) » » » Γ'	» 10.000	» 500
δ) » » » Δ'	» 30.000	» 1.500
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	» 20.000	» 1.000
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	» 10.000	» 500
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	» 5.000	» 250
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	» 10.000	» 500
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	» 3.000	» 150
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	» 200.000	» 10.000
ια) Για όλα τα Τεύχη εκτός ΤΑΕ-ΕΠΕ	» 100.000	» 5.000

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ